

Immigration : la Commission Européenne prête à tout pour faire taire définitivement les opposants

écrit par Jack | 22 février 2017

Le coût exorbitant du multiculturalisme de l'Europe

Le sacrifice d'un continent sur l'autel des idéaux utopiques.

20 février 2017, par Joseph Puder

<http://www.frontpagemag.com/fpm/265852/dire-cost-europes-multiculturalism-joseph-puder>

Jusqu'où les élites multiculturelles de l'Union européenne (UE) vont-elles aller pour supprimer la liberté d'expression dans l'intérêt de la promotion de l'immigration non européenne ? C'est invraisemblable et alarmant. Autrement dit, les musulmans, d'où qu'ils viennent, seront immunisés contre les poursuites et les déportations, en dépit des viols commis sur des enfants et femmes adultes d'origine européenne. Quand une voix pleine de bon sens se soulève, comme dans le cas de Geert Wilders aux Pays-Bas, elle est pénalisée.

Si les élections se tenaient maintenant aux Pays-Bas (elles auront lieu le 15 mars 2017), le chef du Parti de la Liberté Geert Wilders pourrait très bien emporter la majorité au parlement néerlandais et se voir propulser au poste de premier ministre. Nonobstant les sondages d'opinion, Geert Wilders a dû subir un procès à Amsterdam pour avoir incité à la haine et à la discrimination raciale. Le tribunal néerlandais l'a déclaré « *coupable* » d'incitation à la discrimination contre les Marocains dont la présence, selon *The Guardian* du 9 décembre 2016, « *devrait intensifier le débat sur la migration aux Pays-Bas* ».

Geert Wilders était « *coupable* » d'avoir demandé à la foule, lors d'un rassemblement du Parti de la liberté en 2014, si elle voulait « *moins ou plus de marocains aux Pays-Bas* ». Il a qualifié le procès de « *parodie politiquement motivée* ». Ce que le procès montre en fait, c'est l'étouffement de la liberté d'expression dans les pays de l'UE, en l'occurrence aux Pays-Bas, lorsqu'elle ne respecte pas les précieux idéaux des élites du multiculturalisme et de la défense de l'immigration libre en Europe.

Soeren Kern, dans un article de *l'Institut Gatestone*, a mentionné l'interview d'un haut fonctionnaire allemand à Francfort, publié dans le journal allemand *Bild* : « *Il y a des instructions strictes de ne pas signaler les agressions sexuelles commises par des réfugiés. Ce n'est tout de même pas normal que certaines infractions ne soient pas délibérément signalées et que l'information soit classée confidentielle* ».

Boris Johnson, ancien maire de Londres et voix prépondérante du Brexit, a soutenu que : « *Napoléon, Hitler et d'autres personnes ont essayé d'unifier l'Europe, par la force au besoin, et cela s'est terminé tragiquement. L'UE tente tout simplement de le faire par des méthodes différentes* ». L'une de ces méthodes coercitives est de limiter, voire d'interdire, tout propos contre l'immigration.

L'élite de l'UE se trouve devant une montée de mouvements de protestation des Européens sur l'ensemble du continent. Les peuples des États de l'Union européenne, sans droit à la parole, se sont vu imposer le multiculturalisme et le politiquement correct comme leur nouvelle « *religion* » civique ; leurs voix dissidentes sont maintenant étouffées par une série de mesures menant tout droit à la réduction de la liberté d'expression.

La Commission européenne (CE), branche puissante et non élue de l'exécutif de l'UE, a annoncé l'année dernière un plan visant à lutter contre « *les propos illégaux en ligne incitant à la haine* ». Cette même Commission a dévoilé un code de conduite qui garantira que les réseaux sociaux n'offrent aucune possibilité « *de se répandre* ».

comme un virus ». Rien de surprenant que ce soit la Commission européenne qui déterminera ce qui constitue un « *propos illégal en ligne incitant à la haine* » et non pas les représentants élus des peuples des différents pays européens qui composent l'UE.

Un communiqué de presse publié par la CE à Bruxelles le 31 mai 2016 dit ceci : « *La Commission européenne et les entreprises de l'informatique annoncent un code de conduite sur les propos illégaux en ligne incitant à la haine* »... « **Il est essentiel de veiller à ce que des lois nationales répercutant la décision du Conseil relative à la lutte contre le racisme et la xénophobie soient pleinement appliquées par les États membres, tant en ligne que hors ligne.** Si l'application effective des dispositions criminalisant les propos haineux dépend d'un système solide d'application de sanctions pénales contre les auteurs individuels de tels propos, ce travail doit être complété par des actions visant à faire en sorte que les propos haineux en ligne soient rapidement examinés par des intermédiaires en ligne et des plateformes de médias sociaux, sur réception d'une notification valide dans un délai approprié. Pour être considéré comme valide à cet égard, une notification ne doit être ni insuffisamment précise ni insuffisamment étayée ».

Ces dispositions contre les propos haineux n'ont guère contribué à empêcher la montée de l'antisémitisme dans les pays de l'UE, pas plus qu'elles n'ont criminalisé le caractère antisémite du mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanction qui vise directement l'État d'Israël. La CE cherche cependant à étouffer le mouvement anti-immigration, qui tente d'alerter les Européens de la future islamisation de leurs pays. Qui plus est, la décision de la CE aura un impact négatif sur les libertés civiles de plus de 500 millions d'Européens.

L'impact direct des récentes lois sur la « *l'expression* » promulguées par les gouvernements européens a été amplifié par la censure privée sur les propos contre les immigrants. **Ainsi, la plupart des médias ont cessé de montrer des images de Mahomet, alors qu'aucune censure de cet ordre n'existe**

concernant les caricatures d'autres figures religieuses. En septembre 2012, l'actrice et activiste des droits des animaux Brigitte Bardot a été condamnée à plusieurs reprises à des amendes pour ses commentaires sur la façon dont les musulmans sapent la culture française. En Grande-Bretagne, une jeune fille de 15 ans a été arrêtée pour « brûler un Coran à l'école et publier des images sur Facebook ».

Alors que l'Allemagne est en train de commettre un suicide démographique et culturel par l'admission de millions de migrants du Moyen-Orient et d'Afrique, pour la Suède, c'est déjà fait. Le peuple suédois permet à ses partis radicaux de gauche et à sa presse aux ordres d'accélérer sa disparition nationale. Le 22 décembre 2014, *L'Institut Gatestone* avait annoncé qu'avant les élections prévues en mars 2015, le gouvernement actuel de la coalition du Parti social-démocrate et des Verts avait promulgué « une mesure fort peu divulguée par les médias, entrée en vigueur à la Noël 2014 ». Cette mesure a été conçue pour faciliter la poursuite de ceux qui offensent en ligne les réfugiés, les politiques d'immigration, les gays et les politiciens.

Selon *Gatestone*, « même les immigrants ne semblent pas être autorisés à contester la politique d'immigration ou leur culture ». L'an dernier, une journaliste somalienne, critique de la culture des immigrants, a été intimidée à tel point par l'establishment journalistique suédois qu'elle a décidé que Mogadishu (Somalie) était un endroit plus sûr pour elle que la Suède.

Ce n'est qu'en Suède que le gouvernement fait des emprunts pour verser des prestations d'aide sociale aux gangs de violeurs musulmans. Alors que le gouvernement et sa presse de gauche ont grandement critiqué une attaque sur les migrants, le silence a été le plus complet sur les viols par, principalement, des migrants arabes et africains musulmans sur des femmes suédoises. Le 4 mars 2016, le *Daily Mail* britannique a signalé que « ce qui est inquiétant, c'est que

si l'affaire de la gare de Stockholm avait été étouffée au maximum, elle aurait pu alimenter artificiellement un sentiment en faveur des migrants, rendant les Suédois ordinaires moins prêts à exprimer leurs inquiétudes sur la migration de masse. Le soupçon d'une [dissimulation](#) a été divulgué suite à une enquête publiée par la presse en ligne suédoise florissante Nyheter Idag, montrant que les autorités suédoises avaient caché des agressions sexuelles publiques par des bandes d'immigrants sur des dizaines de jeunes filles lors d'un festival de musique populaire à Stockholm l'année dernière et en 2014 ».

Il va sans dire que dans les États de l'UE, les voix contre l'immigration sont étouffées par des lois archaïques qui sont, pour le moins, anti-démocratiques. Les bureaucrates européens de l'UE sont par ailleurs en train de supprimer la liberté d'expression dans l'intérêt de promouvoir des politiques d'immigration désastreuses. La fierté et les accomplissements de la civilisation judéo-chrétienne de L'Europe sont en passe d'être submergés par le mensonge et l'aliénation que représente le multiculturalisme.

Note de Christine Tasin

La seule chance des Européens, c'est la victoire des euro-sceptiques, afin de faire exploser l'UE et ses pouvoirs hallucinants. Demain Wilders, après-demain Marine... pour rejoindre le clan Orban et retrouver nos libertés et le droit de dire non à l'immigration et l'islamisation.